Statuts Jeunes UDC-Genève

TITRE I

CONSTITUTION - SIÈGE

Article 1 - Constitution

1. Sous le nom de « Jeunes Union Démocratique du Centre, Genève (JUDC-GE) », ci-après les « JUDC-GE », est créée, à Genève, une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse.
2. Les JUDC-GE constituent la section des Jeunes UDC-Genève. Ils sont soumis aux statuts des Jeunes UDC Suisse et de l'UDC-Genève.
3. Le siège des JUDC-GE est dans le canton de Genève.

TITRE II

BUTS

Article 2

1. Les JUDC-GE réunissent des membres âgés de 16 à 35 ans, animés par l'idéal libéral et démocratique incarné par l'État de droit (ci-après: les membres). Ils ont pour but de promouvoir les idées de l'UDC aux jeunes tout en défendant leurs propres intérêts et d'y rallier le maximum de membres, de sympathisants et d'électeurs.
2. Les JUDC-GE ont pour objectif d'exercer une activité politique tendant à la protection des droits constitutionnels, à la garantie de la sécurité individuelle et collective, au progrès social et économique et à la promotion et protection de la famille, dans un esprit de tolérance et de respect d'autrui. Ils œuvrent pour une plus grande participation des citoyennes et des citoyens à la vie politique et luttent contre l'abstentionnisme. En outre, les JUDC-GE peuvent agir par tous moyens légaux, notamment en étant en justice, pour défendre les droits de ses membres.
3. Les JUDC-GE œuvrent pour l'indépendance, la souveraineté et la neutralité armée de la Suisse, ainsi que pour le maintien et le développement de ses institutions de démocratie directe.
4. Les JUDC-GE exercent une activité politique en conformité avec le programme et les buts de l'UDC et des JUDC.
5. Cette activité s'exerce démocratiquement, notamment en présentant des candidats à des postes électifs et en faisant usage des droits populaires tels que l'initiative et le référendum.
6. Les JUDC-GE prennent formellement position sur chaque sujet soumis au peuple par voie d'initiative ou de référendum, sur le plan fédéral et sur le plan cantonal. Lorsqu'ils ne laissent pas la liberté de vote, ils font campagne pour faire connaître leur position aux électeurs.

TITRE III

MEMBRES

Article 3 – Admissions

Tout citoyen suisse, âgé entre 16 et 35 ans et adhérant aux principes et objectifs des JUDC-GE, peut en être membre, sous réserve de la décision du Comité. Les membres des JUDC-GE sont membres d'office de l'UDC-Genève.

Article 5 - Membres d'Honneur

1. L'Assemblée générale des JUDC-GE se donne le droit de nommer « membres d'Honneur » les personnes de son choix.
2. Le titre et la qualité de membre d'Honneur est octroyée à vie, avec réserve d'éviction pour faute grave.
3. Les membres d'Honneur ont un droit de présence et de parole à toutes les réunions des JUDC-GE. Toutefois ils n'auront pas de droit de vote lors desdites réunions.

Article 6 – Perte de la qualité de membre

La qualité de membre, pour les personnes physiques, se perd par le décès, la démission, ou l'exclusion ou l'atteinte de 36 ans révolus.

Article 7 – Démission

Tout membre peut démissionner des JUDC-GE par écrit. La démission peut être donnée avec effet immédiat.

Article 8 – Exclusion

1. Le Comité peut prononcer l'exclusion d'un membre ayant nui gravement aux intérêts ou à l'image des JUDC-GE. Le membre dont l'exclusion est envisagée est préalablement invité à formuler des observations écrites au Comité, sur la base des griefs que celui-ci lui aura communiqués ; le Comité peut décider d'entendre l'intéressé lors d'une de ses séances.
2. L'exclusion doit être immédiatement (délai d'ordre) communiquées par écrit au membre exclu.

Article 9 – Recours

Dans tous les cas, le membre exclu peut recourir contre la décision d'exclusion auprès de l'Assemblée générale. Le recours doit être adressé par écrit au secrétariat des JUDC-GE, dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision d'exclusion (délai strict). Le recours n'a pas d'effet suspensif. L'Assemblée générale statue à la majorité simple, étant précisé que le membre exclu n'est pas autorisé à participer au vote.

3. Une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée lorsque 1/5ème des membres ou la majorité du Comité le demande par écrit avec indication de l'ordre du jour. Le Comité s'exécute alors dans un délai de 15 jours ouvrables.

Article 14 – Convocations et ordre du jour

1. Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, est convoquée par le Comité au moins 15 jours à l'avance, ~~par courrier individuel postal adressé aux membres.~~

2. Les convocations de l'assemblée générale indiquent l'ordre du jour. L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer que sur les points figurant à l'ordre du jour, sauf à la condition que la majorité des présents le demande.

3. Chaque membre peut demander à faire figurer un point particulier à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale ordinaire ou extraordinaire. Les demandes sont adressées par écrit au Comité qui statue.

Article 15 – Modes de vote

1. Pour les décisions, le mode de vote usuel est la main levée, sauf si 1/3 des membres présents demandent le vote au bulletin secret. L'Assemblée générale vote à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

2. Pour l'élection des organes des JUDC-GE, le mode de vote usuel est au bulletin secret, sauf acclamation. Pour être élu, un candidat doit recueillir la majorité absolue au premier tour. Si aucun candidat ne réunit la majorité absolue au premier tour, il est organisé un second tour. Aucun nouveau candidat n'est admis au second tour. L'élection a alors lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, le candidat avec le plus d'ancienneté est élu.

3. Les assemblées générales ont lieu à huis clos; seul les membres des JUDC-GE et les membres d'Honneur peuvent en principe y assister. Le Comité peut inviter des tiers à assister à l'assemblée générale, notamment des membres du Parti suisse et genevois, des membres d'une autorité ou des personnes appelées à présenter un exposé à l'Assemblée générale.

TITRE VI

COMITE

Article 16

1. Le Comité se compose d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier élus par l'Assemblée générale.

2. La durée du mandat est de deux ans.

3. Le Comité est autorisé à faire tous les actes qui se rapportent au but des JUDC-GE.

4. Le Comité coordonne ses campagnes avec celle de l'UDC-Genève. Il peut réaliser ses propres campagnes avec les ressources de l'association.

5. Il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires et en rend compte à l'Assemblée générale.

6. Les JUDC-GE sont valablement engagés par la signature collective des membres cités par le Comité.

7. L'actif des JUDC-GE peut valablement être engagé par la signature individuelle du président ou du trésorier.

~~8. Pour être élu au poste de président, il faut avoir été au moins durant une année dans le Comité sortant.~~

TITRE VII

LES REVISEURS AUX COMPTES ET RESSOURCES

Article 17 – Désignation

1. Deux Réviseurs aux comptes sont élus par l'Assemblée générale pour un mandat d'une année, ils sont immédiatement rééligibles et ne peuvent pas simultanément être membres du Comité.

2. Les Réviseurs établissent leur rapport par écrit et le lisent à l'assemblée générale ordinaire en proposant à celle-ci d'approuver ou de refuser les comptes annuels.

Article 18 – Ressources

1. les ressources sont constituées par: les cotisations des membres JUDC recrutés par l'association, les dons ou toutes autres formes de ressources.

2. Les ressources sont valablement engagées par une décision du comité.

3. Les ressources sont propriété des JUDC-GE et sont placés sur le compte des JUDC-GE.

TITRE VIII

LES ELUS

Article 19

Le cumul des mandats politiques électifs n'est, en principe, pas admis. Le Comité statue sur les exceptions.

Article 20

Pour être élus à un mandat politique, aux instances internes des JUDC-GE ou à des commissions extraparlimentaires, les candidats doivent à la date de remise des listes ou candidatures être membres des JUDC-GE;

TITRE IX

MODIFICATION DES STATUTS

Article 21

Une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut en tout temps modifier les statuts à la majorité simple des membres présents.

TITRE X

DISSOLUTION

Article 22

La dissolution des JUDC-GE ne peut être décidée que par une assemblée générale extraordinaire ne comportant que ce point à l'ordre du jour, sur la seule initiative du Comité **ou sur la demande d'au moins la ½ des membres des JUDC-GE.**

Article 23

1. Pour entrer en matière, l'assemblée de dissolution doit comprendre au moins deux tiers des membres.
2. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale de dissolution est convoquée dans les 30 jours (délai d'ordre).
3. Lors de la seconde assemblée, aucun quorum de présence n'est exigé pour entrer en matière.
4. La majorité qualifiée des 3/4 des membres présents est nécessaire pour décider valablement de la dissolution de l'association.

Article 24

En cas de dissolution de l'association, l'actif social sera remis aux Jeunes UDC Suisse.

TITRE XI

ENTREE EN VIGUEUR

Article 25

Les présents statuts, adoptés lors de l'assemblée extraordinaire du , annulent et remplacent tous statuts antérieurs et entrent en vigueur dès leur adoption, sans effet rétroactif.